

Offroaderlobby schlägt CO2-Leck ins Klimagesetz

Bastien Girod, Nationalrat ZH

Trotz breiter Einigkeit über die Ziele des Klimaschutzes wurde das Klimagesetz stark verwässert, indem die Anträge der Offroaderlobby mehrheitlich befolgt wurden – auch bei Massnahmen von welchen die Autofahrer profitieren würden. Die Grünen fordern die bürgerlichen Parteien auf, ihre Wahlkampfversprechen zu halten und das CO2-Leck im Klimagesetz während der Sommersession zu stopfen.

Die Beratungen des CO2-Gesetzes durch die UREK begannen gut. Die Kommission erkannte mehrheitlich den Handlungsbedarf und die Notwendigkeit durch Senkung der Treibhausemissionen die globale Erwärmung auf 2°C einzudämmen. Auch der Grundsatz, dass Emissionen in der Schweiz und nicht im Ausland reduziert werden sollten, wurde unterstützt. Hier ging die Kommissionsmehrheit sogar einiges weiter als der Bundesrat, und Bürgerliche blieben eigenen Wahlkampfversprechungen treu. Im krassen Widerspruch zu diesen Zielen steht das CO2-Leck, welches bei der Beratung der Massnahmen im Bereich der Personenwagen ins Klimagesetz geschlagen wurde. In diesem Bereich ist der Handlungsbedarf am höchsten, weil die CO2-Emissionen der Treibstoffe die Klimaziele am stärksten verfehlen. Doch leider hatte die Offroaderlobby mit irreführenden Briefen, Medienarbeit und Bellevue-Einladungen ein weiteres Mal Erfolg. Die Kommission strich alle griffigen Massnahmen des Bundesrates aus dem CO2-Gesetz heraus, anstatt dieses gemäss ihren eigenen Zielen (mind. 20 % Inland Reduktion bis 2020) zu verschärfen. Konkret bedeutet dies:

- Keine CO2-Abgabe auf Treibstoffe (entgegen dem Vorschlag des Bundesrates)
- Reduktion der Emissionen auf 150 g/km (statt 130g/km gemäss Bundesrat).
- Keine griffigen Bussen für Nichteinhaltung der Ziele

Damit muss die Autoindustrie weiterhin ihre Verantwortung nicht wahrnehmen. Sie kann für ineffiziente Fahrzeuge Werbung machen, und Autohändler erhalten einen höheren Bonus wenn sie einem Kunden ein ineffizientes Auto andrehen – am meisten verdienen sie nach wie vor an den XXL-Offroader. Der Autokäufer jedoch profitiert nicht. So führen die ineffizienten Autos zu höheren Benzinkosten, welche beim Kauf nachweislich unterschätzt werden.

Die Grünen fordern deshalb die bürgerlichen Parteien auf, sich von der Offroaderlobby zu lösen und im Interesse der heutigen und künftigen Bevölkerung und im Einklang mit den von den selben Parteien bekundeten Zielen Massnahmen zu beschliessen, welche das Klima schützen und die Benzinkosten senken.

L'Europe un exemple à suivre concernant la réduction des émissions de gaz à effet de serre?

Christian van Singer, Conseiller national VD

Les catastrophes naturelles de ces dernières années n'ont fait que renforcer l'intérêt porté aux questions liées au changement climatique. Indubitablement, le changement climatique est un des défis majeurs de notre temps. L'Union européenne l'affronte avec ambition.

La stratégie européenne pour le changement climatique est articulée selon deux axes : la mitigation et l'adaptation.

Les efforts de mitigation ont constitué le pilier principal de la politique climatique européenne, ils comprennent une panoplie d'instruments économiques, techniques et financiers, comme le système d'échange des quotas d'émission de gaz à effet de serre (EU ETS), les étiquettes écologiques, les normes contraignantes, les accords volontaires, le système d'audit et de management écologique, etc.

Aujourd'hui les mesures visant l'adaptation au changement climatique deviennent de plus en plus importantes vu les dégâts provoqués par la dégradation environnementale.

Parallèlement l'UE mène une véritable campagne pour élargir le club pro action climatique: elle utilise son poids économique et politique pour persuader les autres acteurs à participer aux actions nécessaires.

Il est fort probable que le destin du Protocole de Kyoto n'aurait pas été le même sans le soutien et le lobby déployés par l'UE. Toutefois à Copenhague on a vu se renforcer la position des Etats-Unis, le plus grand émetteur de gaz à effet de serre et des grandes économies émergentes, la Chine, l'Inde et le Brésil.

Il est intéressant de relever que la stratégie climatique européenne s'est développée à la fois à partir des observations et des estimations scientifiques du GIEC, à la fois à partir de la prise de conscience de l'intérêt économique de limiter, par les mesures de réduction des émissions de CO₂, la dépendance économique des énergies fossiles et d'anticiper ainsi leur épuisement et leur renchérissement progressif.

Lors d'un sommet historique en décembre 2008, les chefs d'Etat européens ont conclu un accord sur le paquet énergie et climat fixant pour 2020 des objectifs ambitieux :

- réduire les émissions de gaz à effet de serre de 20 % par rapport aux niveaux de 1990 (objectif à porter à -30 % si d'autres pays industrialisés acceptent d'en faire autant)
- stimuler les énergies renouvelables en portant leur part dans la consommation énergétique à une moyenne de 20 % (avec 10 % de biocarburants pour les transports).
- améliorer l'efficacité énergétique de 20 %.

Buts déclarés: réduire la dépendance de l'UE vis-à-vis des importations de carburants et lancer une nouvelle révolution industrielle.

L'Agence internationale de l'énergie chiffre les investissements nécessaires en Europe pour atteindre ces objectifs " 20-20-20 " à 2 500 milliards de \$ et à presque 4 000 milliards de \$ d'ici 2030, pour atteindre une stabilisation des émissions dans une " zone

soutenable" où l'élévation de la température aurait 50% de chances d'être inférieure à 2°C!

Après l'échec relatif de Copenhague on voit clairement que certains gouvernements européens, comme la France de Sarkozy, s'efforcent de freiner cette politique ou de l'utiliser comme simple outil de greenwashing pour promouvoir le nucléaire.

Heureusement d'autres acteurs comme les Verts européens s'engagent pour que la politique climatique européenne soit renforcée, même le cas échéant, de façon unilatérale.

Ils ont montré par une étude que les arguments assénés par certains industriels et repris par certains gouvernements sur les risques de perte de compétitivité liés à la politique climatique européenne sont biaisés et totalement exagérés.

Les Verts européens proposent donc (résolution de Barcelone) l'adoption immédiate et unilatérale de l'objectif de 30% de réduction des émissions de GES, et de le porter à 40% en cas d'accord à l'ONU. Ils demandent aussi que des moyens conséquents soient mis à disposition par la communauté internationale pour aider les Pays en voie de développement à affronter les changements climatiques et à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre.

Les Verts suisses veulent jouer le même rôle d'aiguillon dans notre Pays, convaincus qu'à terme le soleil, le vent, l'eau, la biomasse, la chaleur du sous-sol nous fourniront de manière décentralisée toute l'énergie dont nous aurons besoin. Et chacun pourra en disposer sans enrichir les barons du pétrole ou du nucléaire. Oubliées les menaces sur le climat par les gaz à effet de serre et l'empoisonnement radioactif de la biosphère...

Mais pour cela il faut dès aujourd'hui, que ce soit en Suisse ou en Europe, prendre les mesures nécessaires, investir dans l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables plutôt que dans les grandes centrales au charbon ou nucléaires. Restreindre progressivement l'accès au marché pour les appareils et véhicules énergivores. Et moins gaspiller.

Que peuvent faire les communes et les cantons?

Robert Cramer, Ständerat GE

On le sait, la consommation d'énergie de notre pays se répartie, approximativement, à hauteur de 25% pour l'énergie électrique et à hauteur de 75% pour les combustibles fossiles. Ce sont essentiellement ces derniers qui produisent les gazes à effet de serre, qu'il s'agisse de chauffer les bâtiments ou de se déplacer.

Or la Constitution fédérale prètent que ce sont les cantons et les communes qui sont responsables pour édicter des normes dans le domaine de la construction. C'est dire que les économies d'énergie en matière de chauffage (2/3 de la consommation des énergies fossiles dans les cantons urbains) relèvent de leur compétence. Il est donc nécessaire que dans tous les pays, comme cela a été récemment fait à Genève suite à une votation populaire, des lois ambitieuses soient adoptées pour que l'on arrête de gaspiller l'énergie dans les bâtiments.

De la même façon, en développement des infrastructures de transport qui favorisent les déplacements à pied, en vélo et en transports public et en décourageant l'usage de la voiture individuelle, les cantons et les communes peuvent jouer un rôle important pour diminuer la consommation d'énergie fossiles dans les transports (1/3 de la consommation dans les cantons urbains).

A cela s'ajoute qu'il incombe aux cantons et aux communes de développer les bonnes pratiques, de donner l'exemple et de mener des campagnes d'informations...

C'est dire que leur rôle est tout-à-fait essentiel dans la lutte contre les gazes à effet de serre.

Die Macht der Konsumentinnen und Konsumenten mobilisieren

Franziska Teuscher, Vizepräsidentin Grüne, Nationalrätin Bern

Wir verbrauchen mit unserem Lebensstil zu viele Ressourcen und schaden damit auch dem Klima. Wenn wir verhindern wollen, dass die Welt in eine ökologische Katastrophe gerät, wenn wir Menschen in anderen Kontinenten wie Afrika, aber auch den uns nachfolgenden Generationen eine faire Chance geben wollen, müssen wir unseren Verbrauch einschränken.

Wir können persönlich sehr viel bewirken, wenn wir unsere Gewohnheiten nachhaltiger gestalten. Die Klimainitiative verlangt eine Reduktion der Treibhausgase von 30 Prozent. Die etablierten Wirtschaftsverbände, aber auch die bürgerlichen Parteien machen wegen diesen 30 Prozent jeweils ein grosses Theater. Die kleine Schweiz könne allein gar nichts gegen den Klimawandel ausrichten.

Grosses Reduktionspotential

Tatsache ist: Es kommt auf jeden, auch noch so kleinen Beitrag an, und es gibt viele Möglichkeiten, wie wir jeden Tag Tonnen an gefährlichen Treibhausgasen vermeiden können. Dazu müssen alle Konsumentinnen und Konsumenten ihre Macht beim täglichen Einkaufen und in der Freizeit nutzen.

Jede Schweizerin und jeder Schweizer produziert pro Tag ca. 16 Kilogramm CO₂, pro Jahr sind dies 6 bis 10 Tonnen. Gegen 20 Prozent davon gehen auf das Konto Strassenverkehr, 5 Prozent auf den Flugverkehr, 16 Prozent auf unsere Ernährungsgewohnheiten.

Bahnreisen ans Mittelmeer

In einigen Wochen fangen die Sommerferien an: Statt nur das Ferienziel auszusuchen, kann man sich die Frage stellen: Wie gestalte ich meinen Urlaub klima- und umweltverträglich? Fahre ich mit dem Auto in den Süden oder fliege ich auf eine griechische Insel? Oder reise ich nicht vorteilhafter mit der Bahn nach Frankreich? Besonders klimabelastend sind alle Flugreisen. Eine Sizilienreise schlägt sich mit 0.496 Tonnen in der CO₂-Buchhaltung nieder. Wenn das Mittelmeer das Ferienziel sein soll, können wir problemlos eine Destination auslesen, wo man bequem und komfortabel mit dem Zug und Schiff anreisen kann.

Der Unterschied beim CO₂-Ausstoss ist je nach Wahl des Fortbewegungsmittels beträchtlich und geht weit über die von der Klimainitiative geforderten minus 30 Prozent hinaus.

Sparsame Autos nutzen

PW's sind nicht sehr ressourceneffizient. Ständig eingeschaltete Klimaanlage und Heizungen sind Spritfresser, sie erhöhen den Treibstoffverbrauch um über 10 Prozent und belasten somit sinnlos unser Klima. Richtig gepumpte Reifen senken den Verbrauch um bis zu 6 Prozent. Tempo 80 reduziert den CO₂-Ausstoss bis zu 30% gegenüber höheren Tempolimiten. Beim Neukauf sollte man auf sparsame Modelle setzen.

Saisongerecht essen

Im Durchschnittshaushalt gehen 16 Prozent des CO₂-Ausstosses auf das Konto Ernährung. Wenn alle Schweizerinnen und Schweizer weniger Fleisch essen und Biolebensmittel

einkaufen, kann man auf eine bequeme Art das Klima schützen. Auch bei der Ernährung liegt ein Reduktionspotential von 35 Prozent CO₂ drin.

Besonders schlecht fällt die Klimabilanz aus, wenn leicht verderbliche Lebensmittel wie Erdbeeren oder Spargeln mit dem Flugzeug transportiert werden. Doch darauf können wir getrost verzichten und auf die Saison im eigenen Land warten.

Es gibt unzählige Beispiele dafür, wie man mit kleinen Veränderungen etwas fürs Klima tun kann. Eine CO₂-Reduktion bis zu 40 % ist spielend erreichbar. Wir alle haben es in der Hand, unser CO₂-Haushaltsbudget massiv zu verbessern.